

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SGM AGREGATS

La Plantade
81600 Brens

Références : 81-CARMIN-2026-01
Code AIOT : 0006807084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement SAS SGM AGREGATS implanté Taraval 81130 Villeneuve-sur-Vère. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.
La carrière n'était pas en activité le jour de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SGM AGREGATS
- Taraval 81130 Villeneuve-sur-Vère

- Code AIOT : 0006807084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de calcaire est autorisée depuis le 16 juin 2010 pour une durée de 30 ans. Le gisement se présente sous la forme de bancs calcaires de quelques mètres de hauteur séparés par des marnes. La production maximale est de 100 000 t /an. Elle fonctionne par campagne estivale (de juin à septembre).

Une unité mobile de broyage concassage est déplacée sur le site lors des campagnes d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Bande des 10 mètres	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Phasage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article PN2	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Affichage	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP1	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article DG7	Sans objet
6	Cote extraction	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE3	Sans objet
9	Matériaux externes	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM1	Sans objet
10	Bordereau de suivi	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM9	Sans objet
11	Registre	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté principalement sur l'extraction et l'acceptation de matériaux inertes sur le site.

Aucun matériau inerte n'a été apporté sur le site depuis l'autorisation.

L'exploitation accuse un retard important sur son phasage initialement projeté. Les conditions d'exploitation envisagées lors de l'autorisation ne sont plus d'actualité et doivent faire l'objet d'un porter-à-connaissance auprès du Préfet.

L'exploitant devra également procéder au bornage de son site afin de pouvoir conclure sur le respect de la bande des 10 mètres en partie Ouest de son site (la carrière jouxtant une autre carrière de calcaire).

Enfin, il est demandé à l'exploitant de procéder à une étude hydrogéologique afin d'actualiser ou non les prescriptions liées à la gestion des eaux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP1
Thème(s) : Autre, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès du chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'affichage est présent à l'entrée de la carrière (unique accès) mentionnant l'identité, la référence de l'arrêté d'autorisation, les activités sur site (carrière et traitement) ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consultée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation. A cet effet, des bornes (ou autres repères fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. [...]
Constats : Aucune borne délimitant le périmètre d'autorisation n'a été retrouvée lors du tour de site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de procéder au bornage du périmètre d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AP4
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Les différentes zones non exploitables, dont le versant boisé situé au sud-est de la carrière, sont délimitées par des bornes (ou repères fixes) maintenues visibles et en bon état pendant la durée de l'autorisation. L'exploitant veille à ce que ces bornes (ou repères fixes) ci-dessus restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.
Constats : Le versant boisé n'est délimité par aucune borne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder au bornage de son périmètre d'extraction notamment au niveau du versant boisé au Sud de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article DG7
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : - les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ; - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; - la position des ouvrages à préserver.
Constats : Le plan d'exploitation consulté en inspection date du 8 janvier 2026. Il comporte la bande des 50 mètres, le périmètre d'autorisation, les bords de fouilles et les zones réaménagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bande des 10 mètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE2
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée, de la voirie et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
Constats : En l'absence de bornage, il n'a pu être vérifié le respect de la bande des 10 mètres notamment en partie Ouest de la carrière (joutant la carrière Jany Auriol).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser le bornage de son site et de transférer à l'inspection des installations classées un nouveau plan d'exploitation à jour (comprenant le bornage pour vérification du respect de la bande des 10 mètres).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Cote extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE3
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction porte sur une épaisseur maximale de 30 mètres et une cote minimale en fond d'excavation de 255 m NGF.
Constats : La cote en fond de fouille de l'extraction actuelle est d'environ 271 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phasage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article CE6
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants : - l'extraction des matériaux est réalisée du sud-est vers le nord-ouest par fronts de taille d'une

hauteur maximale de 10 mètres, séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres ;
- l'exploitation est entreprise en 6 phases, telles que figurent en annexe au présent arrêté.

Constats :

L'extraction est bien menée du Sud-Est vers le Nord Ouest.

Les hauteurs de fronts de l'extraction actuelle sont limitées à une hauteur de 2-3 mètres de hauteur (suite à la plainte pour vibrations de 2023). Les hauteurs de fronts de l'extraction dite "historique" sont bien d'une hauteur de 10 mètres.

L'exploitation accuse un retard dans son phasage. Sont actuellement exploitées les phases 1, 2, 3 et 4 pour partie et de manière simultanée. Pour des raisons techniques, l'exploitation ne peut être menée comme prévue initialement par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandée à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet les modifications de phasage de l'exploitation envisagées et de réactualiser en conséquence les garanties financières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article PN2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Deux bassins de décantation en série sont implantés au sud-est de l'exploitation, dès que possible suivant le phasage prévu. Ces bassins sont clôturés, et des panneaux d'information sur le risque de noyade sont implantés. Le premier bassin est étanche (perméabilité inférieure à 10⁻⁷m/s). Des justificatifs de cette étanchéité sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le fond de fouille était rempli d'eau.

L'exploitant indique avoir réalisé un approfondissement en partie centrale afin de pouvoir recueillir les eaux de ruissellement du site.

Une "source" est présente sur le site dont l'écoulement est permanent à cette saison.

Les bassins tels que prévus par l'arrêté d'autorisation n'existent pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mener une étude hydrogéologique au regard du dossier d'autorisation qui mentionnait un lien entre la carrière et le plan d'eau de "la Gacharié" ainsi qu'une nappe à une cote proche de celle du fond de fouille.

A noter que les mesures réalisées au niveau du plan d'eau ne montre pas de dépassement sur les paramètres principaux que sont les matières en suspension et hydrocarbures.

Au regard des conclusions de l'étude, l'exploitant pourra être amené à revoir ses modalités de gestion des eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Matériaux externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La quantité de matériaux d'apport extérieur- reçue est inférieure à 1000m3 par an. De tels matériaux ne peuvent être reçus qu'à partir de la sixième année suivant la délivrance du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique n'avoir jamais reçu sur le site de matériaux externes. Aucun matériaux autre que ceux de la carrière n'a été constaté dans l'enceinte de la carrière lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bordereau de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.
Constats : Aucun matériau inerte n'est entré sur le site depuis l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AM10
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats :

Aucun matériau inerte n'est entré sur le site depuis l'autorisation. Il n'y a donc pas de registre mis en place à l'heure actuelle.

Type de suites proposées : Sans suite